



MEM - Centre des mémoires montréalaises, 2024.

JOURNÉE D'ÉTUDE Les musées comme espaces communs du vivre-ensemble en contexte de crise (économique, identitaire, culturelle, écologique, politique, diplomatique)

Mardi 23 avril 2024

13h à 16h30

MEM - Centre des mémoires montréalaises



MEM - Centre des mémoires montréalaises, 2024.

**Les musées comme espaces communs du
vivre-ensemble en contexte de crise
(économique, identitaire, culturelle, écologique,
politique, diplomatique)**



Sommaire

Argumentaire	p.3
Programme	p.5
Biographies	p.7
Bibliographie suggérée	p.11

Argumentaire

Si la mission traditionnelle des musées reste fondamentalement centrée sur la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel pour les générations futures, ces institutions sont, cependant, de plus en plus confrontées à des enjeux politiques, sociaux, économiques et culturels. Lors des discussions sur la nouvelle définition des musées au sein de l'ICOM¹, nous avons vu l'émergence d'un débat sur le rôle des musées comme lieu d'un dialogue critique sur le monde et de justice sociale. En outre, si les musées d'histoire proposaient jusqu'ici un récit narratif unique, généralement basé sur une vision officielle (appuyée par les élites et les autres institutions gouvernementales), aujourd'hui, la multivocalité, prônée par la muséologie sociale dès les années 70-80, est au centre des nouvelles expositions des musées d'histoire et de société. Cette tendance s'observe également dans les musées d'art.

Dans le cadre de cette journée d'étude, nous mettrons en lumière comment les musées deviennent des espaces communs du vivre-ensemble dans nos sociétés contemporaines fortement polarisées. Cependant, ce concept reste un défi pour que les musées intègrent les récits considérés comme ceux des "autres" (peuples autochtones, populations immigrées, autrement dit, les minorités ethniques, raciales et culturelles) au grand récit national. Dans le contexte de la pensée postcoloniale, et suite aux différents mouvements de "décolonisation", les musées prennent conscience de la diversité des récits historiques ainsi que des différentes perspectives narratives qui peuvent cohabiter au sein de leur discours muséographique. Par ailleurs, les musées doivent composer avec des collections qui tiennent compte de la diversité culturelle. Il s'agit d'un des grands défis du monde muséal aujourd'hui. L'objectif de cette journée d'étude est donc de montrer comment les musées abordent la question de la représentation de "l'autre" dans nos sociétés contemporaines.

Cet "autre" peut être l'immigré (thème de ma recherche doctorale) ou, alors, l'Autochtone qui a été historiquement relégué à une catégorie d'altérité (notamment le mythe du bon sauvage) dès la "période des découvertes" (1492) renforcée par les processus coloniaux, créant donc un système d'exclusion, d'oppression et d'exploitation de ces différentes communautés autochtones sur tout le continent américain. Mais, si l'on pousse notre réflexion plus loin, les processus d'exclusion se développent dans nos sociétés contemporaines polarisées/divisées/fracturées par les "cultural wars"² à une vitesse effarante. L'exclusion est présente dès qu'il y a divergence des modes de vie ou de visions politiques distinctes. Les questions liées à l'immigration, aux minorités de genre ou à la reconnaissance du racisme systémique sont devenues des points de mésentente et de désaccords politiques et idéologiques. Cette situation devient plus difficile dans le contexte de fragilité économique que l'on observe depuis la

1. Article publié sur le site web de l'ICOM le 24 août 2022: <https://icom.museum/fr/news/licom-approuve-une-nouvelle-definition-de-musee/>.

2. En science politique, une guerre culturelle (en anglais cultural war) est un type de conflit culturel entre différents groupes sociaux qui luttent pour imposer politiquement leur propre idéologie (croyances, vertus, pratiques) à leur société.

pandémie de la Covid-19 et la hausse du coût de vie dans le monde causée par l'inflation, ainsi que la précarisation du marché du travail. La question du logement est également devenue cruciale dans plusieurs grandes villes du monde (Montréal, New York City, Paris, Londres, São Paulo entre autres).

C'est dans ces perspectives que les musées d'histoire et de société peuvent jouer un rôle conciliateur et bienveillant en privilégiant une réconciliation dans nos sociétés fracturées. La muséologie de la réconciliation (Galla, 1995, Guzin-Lukic, 2001) présente des musées qui intègrent l'idée de réconcilier les différentes communautés multiculturelles et multiethniques. La création d'un dialogue entre les différentes communautés qui composent nos sociétés contemporaines est donc au centre de nombreuses expositions dans les musées montréalais et québécois. Comme le souligne le musée McCord Stewart sur son site web, l'exposition permanente serait "portée par l'espoir d'amorcer un dialogue pour une meilleure compréhension mutuelle", proposant, ainsi, "une véritable rencontre." Ou alors, le Musée de la civilisation qui met en avant, sur son site web, la phrase "Vivre le monde ensemble." Ou encore le MEM - Centre des mémoires montréalaises: "Vous êtes l'histoire de Montréal, ensemble parlons de vous!" (propos consultés en novembre 2023).

La muséologie sociale met l'accent sur la participation des différentes communautés et populations issues de territoires (Brulon Soares, 2015). Si on considère ce point de vue muséologique influent au Québec, nous pourrions passer à une analyse plus approfondie du sujet de notre recherche sur le concept du vivre-ensemble dans les musées d'histoire et de société.

Programme

12h30 - Accueil des participant-es

13h - Panel d'introduction : Jean-Michel Tobelem (Paris 1) - Louis Jacob (UQAM) - Raymond Montpetit (UQAM)

14h - Table ronde sur "l'altérité et la réconciliation" : l'exemple des musées qui travaillent en co-création avec les communautés. Modératrice : Nada Guzin Lukic, UQO

Cette table ronde sera axée sur la représentation de l'altérité et les processus de décolonisation et de réconciliation dans les musées d'histoire et de société. La pensée décoloniale, qui met de plus en plus l'accent sur des notions telles que l'intersectionnalité et l'éthique intergénérationnelle, introduit des façons nouvelles et créatives de réinterpréter cette relation et de (re)définir les musées comme des agents proactifs en quête de justice sociale et environnementale. Un tel changement de pensée nécessite de repositionner les efforts des musées et le travail de conservation effectué au sein (et à travers) des musées, comme moyen de préserver la continuité des différentes épistémologies et visions du monde. Dans ce cadre, la co-création avec les communautés (autochtones mais aussi immigrées, afro-américaines, etc.) devient une pratique essentielle pour le milieu muséal international. La circulation des connaissances et l'échange des pratiques professionnelles se sont étendus à tous les aspects de la chaîne muséale, faisant ainsi évoluer les processus de création d'expositions. Les appels à la "décolonisation" des connaissances, des collections et de la gestion des organisations patrimoniales se multipliant, les institutions sont appelées à modifier leurs perspectives et à participer aux conversations autour des droits culturels, du post-colonialisme, de la restitution, de l'appropriation, du dialogue interreligieux, etc.

Cette table ronde se veut comme un espace de réflexion sur la manière d'articuler les récits dit "minoritaires" divergents des récits "officiels" et l'interculturalité/diversité culturelle dans les musées (collections, expositions temporaires et permanentes), ainsi que les événements culturels organisés par ces derniers (festivals, activités de médiation, partenariats avec des événements associatifs), afin de consolider des pratiques de co-collecte, co-conservation, co-médiation et co-création. L'idée est de réfléchir à l'évolution des institutions et de leurs missions culturelles permettant donc de renouveler les approches de la coopération, de la collaboration, de la participation et de la coproduction dans le domaine du patrimoine et des musées. Quelles sont les nouvelles pratiques qui permettent de faire des institutions culturelles (musées) des lieux de "réconciliation" et de dialogue interculturel ?

MEM - Centre des mémoires montréalaises - Catherine Charlebois, responsable des expositions et des collections

Musée de la civilisation - Matthieu Gill-Bougie, conseiller aux affaires autochtones au Musée de la civilisation

Écomusée du fier monde - Éric Giroux, directeur

15h15 - 2. Table ronde sur « le vivre-ensemble et la citoyenneté ». Modérateur : Laurier Turgeon, Université Laval

Cette table ronde sera axée sur les concepts du "vivre-ensemble", de la mémoire (collecter les mémoires des habitants des villes) et de la citoyenneté. Le concept de vivre-ensemble est au centre de la construction et du maintien de nos sociétés. Ce concept-clé est lié à des principes qui structurent nos sociétés contemporaines comme la démocratie et le respect des droits humains (droits de la personne). Ces principes sont générateurs de valeurs fondamentales comme le respect de la dignité humaine, le pluralisme/multiculturalisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice sociale, la solidarité, l'égalité femme/homme, l'équité économique (avoir un minimum pour subvenir à ses besoins de logement et d'alimentation). Dans le domaine de la gestion des sites et des événements patrimoniaux, les échelles locales, nationales et internationales sont de plus en plus imbriquées, tandis que les études concluent que la démocratisation et la démocratie culturelle restent un défi.

Les intervenant-es discuteront ainsi les pratiques professionnelles qui visent à un vrai travail de co-création avec les différents publics et communautés qui fréquentent (ou non – dans ce cas, quelles sont les initiatives qui invitent ces visiteurs en potentiel ?) le musée comme, par exemple, les associations de quartier, habitants de la ville, etc. L'émergence de la construction de connaissances/mémoires partagées par les citoyennes et la recherche de lieux de rencontre "alternatifs" aux institutions patrimoniales, comme, par exemple, le rôle accru des événements culturels dans des espaces de la ville (festivals, spectacles d'art vivants, "olympiades" culturelles et villes de la culture).

Comment les concepts de citoyenneté et d'interculturalisme peuvent-ils (re)définir les relations au sein d'un secteur patrimonial/muséal en forte mutation (face aux crises multiples évoquées en introduction de la JE) ? Quelles sont les nouvelles pratiques qui permettent de faire des institutions culturelles des lieux de démocratisation de la culture ? Comment le musée peut-il être un acteur d'éducation à la citoyenneté ? De quelle manière le musée participe-t-il à l'apprentissage du "vivre-ensemble" dans nos sociétés contemporaines fracturées et de plus en plus polarisées ?

Musée canadien de l'histoire - Sandra M. Zapata, chargée d'expositions

Musée de la civilisation - Sophie Giroux, cheffe de service de la médiation culturelle et éducative

Musée Pointe-à-Callière - Katy Tari, directrice collections et programmes publics

Projet citoyen de musée de la mémoire collective des villes : expérience d'un workshop organisé à Montréal - Eugénie Forno et Mohamed Fariji, fondateurs projet

16h15 à 16h30 - Conclusion: Yves Bergeron, UQAM

Biographies

Yves Bergeron est un professeur de muséologie au Département d'histoire de l'art de l'UQAM. C'est un muséologue québécois qui a œuvré dans le monde des musées québécois de 1988 à 2005 avant d'entreprendre depuis 2005 une carrière de professeur-chercheur dans le domaine du patrimoine et de la muséologie. Depuis 2018 il est titulaire de la Chaire de recherche sur la gouvernance des musées et le droit de la culture. Il est directeur de l'institut du patrimoine de l'UQAM.

Catherine Charlebois est une conservatrice, chercheuse et auteure. Depuis 2019, elle occupe le poste de cheffe de section du MEM - Centre des mémoires montréalaises. Elle y supervise l'ensemble des activités entourant la recherche, les collections, les expositions et la médiation auprès des publics. Elle œuvre pour cet organisme (autrefois appelé le Centre d'histoire de Montréal) depuis 2009, où, à titre de muséologue, elle a coordonné de multiples projets d'exposition où l'histoire orale occupe une place prépondérante et novatrice et dont plusieurs ont été primés à l'échelle provinciale, nationale et internationale. Elle est la coauteure des livres *Quartiers disparus Red Light, Faubourg à m'lasse, Goose village* (2014) et *Scandale! Le Montréal illicite 1940-1960* (2016).

Mohamed Fariji, né à Casablanca, est artiste, cofondateur et directeur artistique de l'Atelier de l'Observatoire. Il est diplômé de l'Institut national des Beaux-Arts de Tétouan et de l'École supérieure d'art et de design Llotja de Barcelone. Il développe des projets artistiques au long cours qui interrogent le rôle des artistes, des chercheurs et des citoyens dans la ville. Son travail implique les décideurs publics et politiques et s'accompagne d'ateliers participatifs ou de performances dans l'espace public. Mohamed Fariji crée l'Atelier de l'Observatoire en 2011. Il mène une réflexion critique et collective sur la réutilisation possible des espaces publics, dans le cadre de son enquête esthétique autour de l'Aquarium abandonné de Casablanca.

Eugénie Forno est artiste, curatrice et chercheuse indépendante basée à Casablanca et Lyon. Elle est diplômée en sciences politiques de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et en études de genre de l'Université d'Utrecht. Eugénie Forno a travaillé dans diverses organisations journalistiques et associatives se spécialisant sur les questions relatives aux droits des femmes et à l'interculturalité. Depuis 2020, elle soutient la démarche de l'Atelier de l'Observatoire et développe les projets artistiques et sociaux de l'association comme artiste associée. Elle s'est formée à la muséologie via le programme SAWA de l'Université HTW de Berlin et l'Autorité des musées de Sharjah. S'inscrivant dans une pratique interdisciplinaire, son travail explore la disparition et la reconstitution. Sa réflexion combine une approche sociopolitique et participative.

Le Musée collectif de Casablanca est un musée citoyen de la mémoire collective des quartiers qui propose un processus partagé d'écriture de la ville par ses habitants, ses artistes et ses chercheurs. Pour sortir de son isolement, le Musée collectif déploie ses activités en orbi-

tant la mémoire de quelques villes du monde et a déjà développé plusieurs de ses satellites à Nouakchott, Alger, Marseille, Edimbourg, Marrakech, Sharjah... À l'automne 2023, une coopération entre l'Atelier de l'Observatoire (association qui développe le projet du Musée collectif mais aussi d'autres programmes comme La SERRE) et la Serre - Arts vivants a permis à l'événement LA SERRE x LA SERRE de voir le jour dans le quartier d'Ahuntsic à Montréal. C'est pendant cet événement que prend forme une réflexion et un accrochage sur ce que serait le Satellite d'Ahuntsic du Musée collectif.

Matthieu Gill-Bougie est membre de la communauté ilnue de Mashteuiatsh. Après des études en anthropologie à l'Université Laval, il a notamment travaillé dans les domaines de l'animation culturelle en milieux autochtone et non autochtone. Par la suite, il a passé plus de sept ans à travailler dans le domaine de la santé autochtone, avant de se joindre au Musée de la civilisation à titre de conseiller aux relations avec les nations autochtones.

Éric Giroux, détenteur d'un baccalauréat en science politique et d'une maîtrise en histoire, est associé à l'Écomusée du fier monde depuis plus de 25 ans. Il a occupé différentes fonctions au sein de l'institution avant d'en prendre la direction en avril 2020. Il a participé à plusieurs projets de recherches universitaires et a réalisé de nombreuses expositions à titre de chargé de projet ou de commissaire. Il compte également quelques publications consacrées à l'histoire et au patrimoine du quartier Centre-Sud, à Montréal.

L'Écomusée du fier monde est un musée d'histoire et un musée citoyen qui explore le passé et le présent du Centre-Sud de Montréal depuis plus de 40 ans. Il développe une pratique muséale originale et utilise l'exposition comme outil d'éducation populaire et d'autonomisation auprès de différents groupes marginalisés ou éloignés de l'offre culturelle.

Sophie Giroux est cheffe de service de la médiation culturelle et éducative. Elle détient une maîtrise en muséologie de l'UQAM/Université de Montréal, de même qu'un baccalauréat en enseignement des arts plastiques de l'UQAM. Elle est à l'emploi du Musée de la civilisation depuis 2003. Pendant huit ans, de 2003 à 2011, elle a supervisé l'équipe des guides-animateurs du Musée. Puis, de 2011 à 2020, elle y a agi à titre de chargée de projets éducatifs. Pendant cette période, elle a conçu de nombreuses activités de médiation : visites-ateliers destinées aux centres de la petite enfance et aux écoles, visites commentées et outils de visites autonomes pour le grand public. Parmi ses réalisations, on compte deux applications iPod et des outils de visites participatifs en ligne. Elle a aussi coordonné des événements de médiation importants tels que la relâche scolaire, et collaboré à des projets spéciaux comme l'optimisation de la programmation muséologique et de l'expérience des visiteurs, de même que la réaffirmation de l'ensemble du projet éducatif du Musée. Ce sont ces réalisations et son leadership qui lui ont permis de décrocher le poste de cheffe de service de la médiation culturelle et éducative en février 2020.

Depuis, elle coordonne le travail de toute l'équipe de professionnels qui développe les activités éducatives du Musée, ses activités culturelles : concerts, conférences, tables rondes, spectacles et événements ainsi que la programmation de Voie Libre. L'Espace collectif du Musée!

Nada Guzin Lukic est professeure en muséologie à l'Université du Québec en Outaouais, cofondatrice des programmes en muséologie à l'UQO qu'elle a dirigés entre 2015 et 2023, cochercheuse au sein du Partenariat de CIÉCO Des nouveaux usages des collections dans les musées d'art, et membre du comité de direction du Réseau Patrimoines de l'Université du Québec. Titulaire d'un doctorat sur la muséologie de la réconciliation de l'Université Laval, elle mène des recherches portant sur le rôle social du musée, l'identité, la diversité et l'inclusion ainsi que la dimension patrimoniale et éthique du musée. Elle s'intéresse à l'agentivité et à la transformation de cette institution. Ses travaux récents portent sur la collection engagée et la migration. Elle a publié sur l'histoire des musées nationaux, les musées de l'immigration, les musées et la guerre, les enjeux des récits des expositions, la médiation interculturelle du patrimoine ainsi que l'histoire et la circulation transnationale des idées en muséologie.

Louis Jacob est professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, où il enseigne notamment les grandes approches et les notions fondamentales de la discipline. Il est membre de l'Observatoire des médiations culturelles (OMEC) et du Laboratoire Art et société, terrains et théories (I/as/tt). Ses activités de recherche portent sur la médiation culturelle, les pratiques artistiques, l'épistémologie des sciences humaines et le raisonnement. Il a récemment publié un essai, *Commentaire sur la mort de Groethuysen à Luxembourg*, Liber, 2023, et codirigé avec Christine Schaut « Des projets collaboratifs pour renouveler la citoyenneté culturelle ? », *Lien social et politiques*, 91, 2023.

En guise d'introduction à la table ronde, il propose d'examiner brièvement la notion de « citoyenneté culturelle ». Cet ensemble de pratiques et de discours, que l'on peut d'abord situer dans le prolongement ou l'extension des droits fondamentaux, est maintenant un élément essentiel des identités individuelles et collectives, et des mécanismes de régulation des États qui entendent faire la promotion du pluralisme culturel. L'appel à la participation et à l'expression entraîne des complications ou des tensions nouvelles ainsi que des changements notables dans les pratiques, dans les réseaux culturels et artistiques, aussi bien que dans les institutions de la culture. Je propose ensuite quelques pistes de réflexion à partir de travaux récents qui mettent en scène les enjeux de la citoyenneté culturelle à différentes échelles, et qui s'interrogent sur la persistance des inégalités sociales, de l'exclusion et de la discrimination.

Raymond Montpetit est muséologue, historien d'art et de la culture; il possède une expertise reconnue et une très bonne connaissance des enjeux muséaux sur la scène internationale. Il

a été, en 1987, le directeur fondateur de la maîtrise en muséologie de l'UQAM et a œuvré à la conception et à la réalisation de nombreux projets de musées et d'expositions, dont le Centre d'histoire de Montréal (1983), Pointe-à-Callière (1992), la Pulperie de Chicoutimi (1998) et le Centre d'interprétation de l'eau (C.I.EAU) à Laval (2008). En 2009, il a reçu le prestigieux Prix carrière de la SMQ pour sa contribution exceptionnelle de plus de 25 ans au développement de la muséologie au Québec. En 2016, ICOM Canada lui attribua son Prix d'excellence pour « sa contribution remarquable au développement et au rayonnement de la muséologie canadienne sur la scène internationale. »

Résumé

Patrimoine et musée. Se redéfinir : de la collection à la collectivité

Depuis quelques décennies, les musées sont en redéfinition. Plusieurs observateurs internationaux analysent cette évolution comme un changement fondamental de priorité, qui fait des musées des établissements moins centrés sur les collections et plus tournés vers les collectivités. La nouvelle définition du musée par l'ICOM est révélatrice de ce changement.

Je montrerai comment un renouveau de la muséologie s'est effectué au Québec, dans le sillon de la Révolution tranquille et de l'Expo 67, en examinant ses trois principaux acteurs : 1- les interventions du ministère de la Culture, 2- Parcs Canada et le courant de l'interprétation, et 3- l'écomuséologie française. Sans longue tradition muséale, le Québec a réussi, au-delà des discours utopiques, à mettre en œuvre une muséologie interprétative et conviviale, au service de ses visiteurs et de la collectivité, désormais bien incarnée dans plusieurs musées qui ont su y contribuer et innover.

Jean-Michel Tobelem est docteur en sciences de gestion (habilité à diriger des recherches et qualifié aux fonctions de professeur des universités), diplômé de Sciences Po Paris et d'études supérieures de droit public, lauréat de la bourse Lavoisier du ministère des Affaires étrangères, professeur associé à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, enseignant à l'École du Louvre, membre du conseil d'administration d'ICOM France, responsable de la collection « Gestion de la culture » chez l'Harmattan et directeur de l'institut d'étude et de recherche Option Culture (blog : www.option-culture.com). Parmi ses publications, notons *Politique et gestion de la culture. Publics, financement, territoire, stratégie* (Armand Colin), *Les bulles de Bilbao. La mutation des musées depuis Frank Gehry* (éd. B 2), *Musées et culture, le financement à l'américaine* (éd. PUL) et *La culture pour tous. Des solutions pour la démocratisation* (<https://www.jean-jaures.org/publication/la-culture-pour-tous-des-solutions-pour-la-democratisation/>).

Musées et enjeux de société : quelles priorités ? Les musées font l'objet de sollicitations intenses, dans le domaine éducatif, social, économique, diplomatique ou encore environnemental. Face à ces diverses injonctions, et alors que les moyens à leur disposition demeurent limités par des contraintes budgétaires croissantes – sauf exception – comment éviter la dispersion des actions, la simple réponse à des mouvements de mode ou l'effet des pressions d'acteurs plus ou moins bien intentionnés ? Dans le contexte des droits culturels, des logiques DEAI, des démarches participatives et de l'essor du numérique, existe-t-il par conséquent pour les musées une voie originale à privilégier ?

Sandra Zapata est chargée de projets d'exposition au Musée canadien de l'histoire et membre du conseil d'administration de l'Association des musées canadiens. Auparavant, elle a été directrice générale et conservatrice au Musée de la mémoire vivante.

Dans la journée d'étude, elle abordera, depuis la perspective de la gestion de projets d'exposition, des aspects liés à la collaboration et à la cocréation dans la réalisation des expositions temporaires au Musée canadien de l'histoire.

Katy Tari est directrice des collections – programmes et services au public à Pointe-à-Calrière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal depuis 2017. Elle y dirige notamment l'équipe développant les activités éducatives et culturelles du musée. Auparavant, elle a œuvré dans plusieurs musées dont le Musée de la civilisation à Québec, le Musée canadien de l'histoire à Gatineau, Parcs Canada. Également femme d'affaires pendant près de 20 ans, elle a cofondé Musée Média sous la bannière Orange Kiwi en 1995, et développé de nombreux projets numériques. Très impliquée dans le milieu muséal associatif, elle a siégé au conseil d'administration à titre de vice-présidente de l'AMC, à titre de présidente de la SMQ ainsi que d'ICOM-Canada. Elle siège actuellement à titre de vice-présidente de Musées Montréal.

Laurier Turgeon est titulaire d'une Chaire de recherche du Canada en patrimoine, professeur titulaire au Département d'histoire de l'Université Laval et directeur du Laboratoire d'enquête ethnologique et multimédia (LEEM). Ses recherches abordent, par le biais de l'analyse ethnohistorique, les processus d'appropriation dans le champ de la culture matérielle des sociétés postcoloniales. Il mène également des recherches en histoire économique et sociale. De 1994 à 2000, il a été directeur du CELAT.

Bibliographie suggérée

- Charlebois, C. et Laliberté A. (2023). « Du Centre d'histoire de Montréal au MEM - Centre des mémoires montréalaises. Une cocréation citoyenne », dans Mathias Blanc, Jacqueline Eidelman et Anik Meunier (dir), *Voir autrement. Nouvelles études sur les visiteurs des musées*. Paris, La Documentation française, 570 p.
- Galla, A. (1995). "Urban museology: an ideology for reconciliation". *Museum International*, vol. 47, no 3, p. 40-45. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0033.1995.tb01255.x> Lien vers la revue complète : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000103018_fre
- Germain, A., Amiraux, V. & Boudreau J.-A. (dir.). (2017). *Vivre ensemble à Montréal : épreuves et convivialités*. Montréal, Atelier 10, coll. "Formes", 2017, 191 p.
- Guzin-Lukic, N. (2001). « Muséologie de la réconciliation : patrimoine, musée médiation culturelle et médiation citoyenne ». 5e Séminaire international Forum UNESCO : Université et Patrimoine.
- Jacob, L. & Schaut, C. (2023). « Introduction ». *Lien social et Politiques*, no 91, p. 4-14. <https://doi.org/10.7202/1109658ar>. Lien vers la revue complète: <https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2023-n91-lsp09123/>
- Soares, B. (2015). « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie ». *Icofom Study Series*, 43a, p. 57-72. DOI : 10.4000/iss.563
- Tobelem, J. (2023). « Introduction », dans J. Tobelem, *Politique et gestion de la culture : Publics, financement, territoire, stratégie* (p. 9-24). Paris, Armand Colin.